

Une mondialisation à visage humain

Rapport 1999 sur le développement humain

Partage international n° [140](#) - Avril 2000

Chaque année depuis 1990, le Programme des Nations unies pour le développement charge une équipe d'experts indépendants de rédiger le Rapport sur le développement humain, qui examine différents sujets de préoccupation d'ampleur planétaire. Ce rapport ne tient pas compte du seul revenu par habitant comme critère de progrès humain, mais estime ce dernier en fonction d'autres tels que la durée moyenne de vie, l'alphabétisation, ou le bien-être général. Il soutient que le développement humain consiste fondamentalement à élargir les possibilités de choix des personnes.

Le rapport de cette année met l'accent sur les aspects positifs et négatifs de la mondialisation. Il affirme que, bien que l'accès aux nouvelles technologies et à Internet soit fermé à des millions de citoyens de plus en plus marginalisés, la croissance des inégalités n'est pas inévitable. Il recommande entre autre une politique sociale plus active afin d'atténuer les effets d'une économie en plein essor. Il incite les politiciens à équilibrer leurs préoccupations envers la finance avec les préoccupations des gens inquiets face aux bouleversements du marché mondial.

Le Rapport 1999 sur le développement humain plaide en faveur d'une reformulation des règles de la mondialisation vers un fonctionnement privilégiant autant les facteurs humains que le profit. Selon ce rapport, la mondialisation représente plus que la circulation de l'argent et des biens, elle représente l'interdépendance croissante des peuples à travers la « réduction de l'espace, du temps et l'abolition des frontières ». Cette perspective offre de grandes opportunités d'enrichir la vie de chacun et de créer une communauté mondiale fondée sur des valeurs communes. Mais les marchés ont pu dominer le processus, et les profits ainsi que les opportunités n'ont pas été équitablement partagés.

Il en résulte une polarisation dangereuse et lamentable entre des peuples et entre les pays qui

tirent profit du système et ceux qui en subissent passivement les effets.

Un cinquième de la population mondiale qui vit dans les pays jouissant du revenu le plus élevé dispose de 86 % du produit intérieur brut mondial, de 82 % des échanges extérieurs, de 68 % des investissements étrangers, et de 74 % des lignes téléphoniques. A l'autre extrême, le cinquième de la population des pays les plus pauvres, ne dispose que d'environ 1% de chacun de ces éléments. En 1990, plus de 80 % des investissements étrangers dans les pays en voie de développement et dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, n'ont profité qu'à 20 pays, et surtout à la Chine.

Le cœur invisible du développement humain

De telles disparités sautent aux yeux. Mais selon le rapport, les effets inévitables de la mondialisation induite par les marchés et par la recherche du profit sont beaucoup plus vastes et profonds, et touchent tous les aspects de la vie humaine.

Le Rapport lance une mise en garde, car le « cœur invisible du développement humain » est menacé : le marché mondial actuel exerce de telles pressions sur le temps, les ressources et les motivations des travailleurs, qu'il met en péril l'épanouissement des individus et la cohésion sociale.

Des progrès technologiques comme Internet permettent d'accélérer une croissance alimentée par la connaissance, dans tous les pays, mais actuellement, ces progrès ne profitent qu'aux personnes les plus instruites : 88 % des utilisateurs vivent dans les pays industrialisés qui, globalement, représentent à peine 17 % de la population mondiale. Ceux qui sont connectés ont un immense avantage sur les pauvres qui ne le sont pas et dont la voix et les intérêts sont négligés lors des colloques mondiaux.

De plus, l'argent l'emporte sur le besoin. Ainsi, lors de la définition des agendas de recherche en biotechnologie « les produits cosmétiques et les tomates à mûrissement lent sont prioritaires sur le vaccin contre la malaria ou sur des récoltes résistant à la sécheresse, destinées aux pays pauvres ».

Des conséquences alarmantes

« Tandis que les communications, les transports et la

technologie tirent l'expansion économique mondiale, les mesures contre la pauvreté ne suivent pas, déclare Ted Turner, de Cable News Network, dans une contribution spéciale au Rapport. *C'est comme si la mondialisation avançait à pleine vitesse, et que la faculté du monde de l'intégrer et d'y réagir se mouvait au ralenti.* »

La progression effrénée de la mondialisation désécurise les gens à mesure que les menaces contre le bien-être dépassent les mesures visant à les circonscrire. La crise financière du Sud-Est asiatique, par exemple, aura réduit la production mondiale d'environ 2 000 milliards de dollars, entre 1998 et 2000, réduisant des millions de personnes au chômage et provoquant des coupes sombres dans les services sociaux. Cette crise n'est pas un incident isolé, avertit le Rapport, car la volatilité financière est inhérente aux marchés financiers mondiaux.

De plus, la précarité de l'emploi augmente aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement, en conséquence de la restructuration économique globale et du démantèlement des mesures de prévention sociale.

Nous avons besoin d'une nouvelle approche

D'un point de vue culturel, beaucoup de gens se sentent menacés par ce flux prédominant à sens unique. La plus grande industrie d'exportation des Etats-Unis n'est pas celle de l'aéronautique ou de l'automobile, mais celle des divertissements. Les criminels, « *parmi les opportunistes les plus entreprenants et les plus imaginatifs* », sont de grands bénéficiaires de la mondialisation avec leurs six principaux syndicats dont on estime les revenus à environ 1,5 billion de dollars par an. Et le commerce illicite de la drogue, des armes, de la main-d'œuvre, des biens et de l'argent, contribue au crime et à la violence qui menacent les gens dans le monde entier.

Il n'y a pas de place pour ces facteurs humains dans la vision étroite de la mondialisation, basée essentiellement sur l'argent. Le rapport 1999 sur le développement humain relève cette omission : « *Les marchés compétitifs peuvent constituer la meilleure garantie d'une production efficace, mais pas d'un développement humain.* »

« *Aussi longtemps que la mondialisation sera dominée par les aspects économiques et par l'expansion des marchés, elle étouffera le développement humain,* déclare Sakiko Fukuda-Parr, directeur du bureau du Rapport sur le développement humain. *Nous avons besoin d'une nouvelle approche de gouvernement, pour préserver*

les avantages offerts par les marchés mondiaux et la compétition tout en permettant aux ressources humaines, communautaires et environnementales d'œuvrer en faveur d'une mondialisation bénéficiant aux hommes et non seulement aux profits. »

Des propositions pour une mondialisation plus humaine

Le rapport en appelle à une refonte de l'administration à tous les niveaux. Ainsi il suggère, au niveau mondial : une réforme des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce ; au niveau régional : une approche par groupes de pays des négociations internationales dans le secteur commercial ; au niveau national : des systèmes de protection sociale contre les effets de la mondialisation ; et au niveau local : une meilleure répartition entre les sexes des charges familiales et communautaires.

Le Rapport affirme qu'il n'est pas nécessaire d'attendre pour agir. Un certain nombre de changements peuvent être mis en place dans un délai de un à trois ans :

- La création de mécanismes nationaux visant à coordonner la politique de mondialisation.
 - Un allègement accéléré de la dette et une redéfinition de l'aide en faveur des pays les plus pauvres et des priorités du développement humain.
 - Une aide spécifique et l'instauration d'un processus de médiation en faveur des pays les plus faibles dans l'Organisation mondiale du commerce.
 - Une coopération internationale de lutte contre le crime en général, ainsi que des lois supprimant le secret bancaire.
 - La recherche de nouvelles ressources financières pour financer la révolution technologique mondiale, comme une « taxe » sur les messages Internet et un programme international pour le développement de technologies destinées aux besoins des pays pauvres.
 - Un groupe de travail chargé d'examiner l'administration mondiale, afin que les Etats et les représentants du secteur privé et de la société civile y soient représentés
- « *Le monde va vers une plus grande intégration guidée par une philosophie de profit et d'efficacité économique. Nous devons y intégrer le développement humain et la prévention sociale,* déclare le Dr Richard Jolly, coordonnateur du Rapport. *La mondialisation a besoin d'un visage*

humain. »

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#),
[éducation](#)

Rubrique : [Divers](#) ()